

Thèse en géographie, section CNU N° 24 : géographie, aménagement et urbanisme

Enjeux de qualité de l'eau, filières agro-alimentaires, territoires et politiques publiques

Institution d'accueil : ISARA Lyon (www.isara.fr), Département ASTER (Agriculture, Systèmes alimentaires et Territoires), LER (Laboratoire d'Etudes Rurales), Université de Lyon 2, Agrapôle, 23 rue Jean Baldassini, 69364 Lyon cedex 07, France

Durée de la thèse : 36 mois

Date de démarrage : Octobre 2018

Contexte de la thèse

La réglementation européenne, reprise par les Etats membres, affiche une obligation de « bonne gestion de l'eau et des milieux aquatiques ». La reconquête de la qualité des ressources en eau potable est une priorité pour l'agence de l'eau Rhône-Méditerranée Corse. A ce jour, les travaux portant sur la lutte contre les pollutions diffuses agricoles montrent un impact encore trop faible des actions qui relèvent souvent d'ajustements limités de pratiques (ex. plan prévisionnel de fumure, raisonnement de la fertilisation azotée).

La politique agro-environnementale française a été jusqu'ici principalement basée sur des aides à l'investissement et des soutiens financiers aux changements de pratiques. Ces soutiens financiers essentiellement des aides surfaciques, visent à compenser les surcoûts ou les manques à gagner induits par ces changements. Ce système, qui cible l'échelle de la parcelle ou de l'exploitation, montre aujourd'hui ses limites car il ne permet pas d'inciter ou d'accompagner des changements plus larges, à l'échelle des territoires et des filières agro-alimentaires et ne permet pas d'assurer la pérennité de ces changements de pratiques.

Il apparaît aujourd'hui pertinent de s'interroger sur d'autres modalités d'intervention de l'action publique, qui sont ou pourraient être mobilisées pour impulser et accompagner des changements de fond des façons de produire en s'appuyant sur l'intégration des enjeux de qualité de l'eau à l'échelle des filières agro-alimentaires comme à celle des territoires.

Objectif et problématique de la thèse

Des formes innovantes d'action publique et d'initiatives collectives apparaissent dans le domaine de la gestion de l'eau pour engager des changements à une échelle plus large que celle de la parcelle ou l'exploitation, en France comme à l'étranger : appel à projets innovants et soutien financier des agences de l'eau, enchères environnementales, évolution des systèmes de certification de la qualité des produits publics, démarches de collectifs multi-acteurs à l'échelle de filières de mises en marché et/ou de territoires... **L'objectif de la thèse sera de questionner la capacité de ces différents dispositifs à engendrer des changements de fond de l'agriculture favorables à la qualité de l'eau.**

Il s'agira de s'intéresser aux nouvelles formes d'action publique qui visent à susciter ou à accompagner des démarches collectives et localisées dont l'ambition est le développement de systèmes de production et de systèmes alimentaires favorables à la qualité de l'eau.

La problématique de cette thèse s'articulera donc autour de deux questions de recherche complémentaires : 1) quelles sont les formes d'action publique et d'initiatives collectives émergentes en faveur d'une prise en charge durable de la qualité de l'eau par l'agriculture et les systèmes alimentaires et comment les qualifier du point de vue de leur gouvernance ? 2) Ces formes d'action s'inscrivent-elles ou non dans une perspective de transition écologique et comment en évaluer les intérêts en termes de reconquête de la qualité de l'eau ?

L'originalité et l'intérêt du projet de thèse reposent sur une association forte entre enjeux théoriques et opérationnels en mobilisant : 1) une analyse détaillée des nouvelles formes d'action en faveur de la qualité de l'eau pour en comprendre les dynamiques et en évaluer les perspectives; 2) un travail empirique de terrain associé à la mise à l'épreuve de cadres théoriques sur la transition écologique.

Méthode et démarche

Le travail de thèse reposera tout d'abord sur une approche de terrain empirique en France et à l'étranger pour :

- **Réaliser un inventaire** des formes innovantes d'action publique et d'initiatives collectives en matière de reconquête de la qualité de l'eau et intégrant une dimension territoriale et de filière. Cette phase s'appuiera sur une analyse documentaire et sur la réalisation d'enquêtes auprès d'experts et d'agents travaillant sur la conception ou la mise en œuvre des politiques publiques de gestion de l'eau.
- **Etudier dans le détail quelques situations innovantes.** Dans un second temps, quelques cas (4 à 6) identifiés lors de l'inventaire seront sélectionnés pour réaliser une analyse approfondie et comparée (en France et si possible à l'étranger en Europe et Amérique du Nord où il existe des cas très avancés sur ces questions). Ce travail permettra d'analyser différents contextes où ces formes innovantes d'intervention ont été mobilisées et d'illustrer la diversité des types de projets pouvant être accompagnés.

Le cadre d'analyse théorique sera développé en s'appuyant sur le travail de terrain. Son objectif sera de rendre compte des dynamiques observées et d'analyser la capacité que peuvent avoir ces modes d'intervention innovants à générer et à accompagner des changements de fond à l'échelle des territoires et des filières agro-alimentaires. Il s'agit de comprendre si ces dynamiques peuvent permettre d'engager des changements radicaux des pratiques et des systèmes, suffisamment ambitieux pour atteindre les objectifs de reconquête de la qualité de l'eau. Cette analyse permettra de formuler des recommandations sur les nouvelles formes d'intervention à développer dans les politiques de gestion de l'eau.

Productions attendues

Rédaction et soutenance d'une thèse à la fin de la période de doctorat.

Au moins une communication dans un colloque international et une dans un colloque national.

Deux articles dans des revues internationales à comité de lecture dont une avec le doctorant en premier auteur.

Formation et compétences requises

Profil en géographie humaine ou économique ayant de solides connaissances en agronomie (la double compétence M2 en sciences sociales et ingénieur agronome serait appréciée)

Intérêt pour l'interdisciplinarité et les méthodes de la recherche participative.

Forte aptitude à la rédaction scientifique en français et en anglais.

Maîtrise de l'approche systémique et de cadres théoriques inter-disciplinaires.

Connaissance des politiques publiques environnementales et expérience des enquêtes de terrain.

Aptitude au travail en équipe.

Conditions

Accueil dans le département ASTER de l'ISARA Lyon (agriculture, systèmes alimentaires et territoires) et le LER de l'Université de Lyon 2.

Inscription en thèse à l'école doctorale Sciences sociales - ED 483, Université de Lyon 2, Section CNU N° 24 : Géographie, Aménagement et Urbanisme.

Comité de thèse et comité de pilotage de l'ensemble du projet.

Thèse financée pour 3 ans, salaire d'environ 1800€ brut par mois.

Prise en charge des frais de thèse par l'ISARA (déplacements, matériel informatique, documentation, ...)

Encadrement

Audrey Vincent (avincent@isara.fr) et Philippe Fleury (fleury@isara.fr) , ISARA-Lyon et LER (Lyon 2).

Sélection des candidats

Dossier à envoyer par email à recrutement@isara.fr avant le 20 septembre 2018:

- CV, lettre de motivation, relevés de notes et copie diplômes ;
- Résumé (1 page) du mémoire d'ingénieur ou/et de master et fichier pdf du mémoire ;
- Nom et coordonnées de deux personnes référentes ;

Les candidats sélectionnés seront invités à un entretien.